



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Canada–EFTA Free
Trade Agreement
Implementation Act

Loi de mise en œuvre de
l'Accord de libre-échange
Canada–AELÉ

S.C. 2009, c. 6

L.C. 2009, ch. 6

Current to May 2, 2012

À jour au 2 mai 2012

Last amended on July 1, 2009

Dernière modification le 1 juillet 2009

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS
OF CONSOLIDATIONS

CARACTÈRE OFFICIEL
DES CODIFICATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit:

Published
consolidation is
evidence

31. (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

31. (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications
comme élément
de preuve

Inconsistencies
in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibilité
— lois

NOTE

This consolidation is current to May 2, 2012. The last amendments came into force on July 1, 2009. Any amendments that were not in force as of May 2, 2012 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

NOTE

Cette codification est à jour au 2 mai 2012. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 juillet 2009. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 2 mai 2012 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

Section	Page	Article	Page	
An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation			Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse	
	SHORT TITLE	1	TITRE ABRÉGÉ	1
1	Short title	1	Titre abrégé	1
	INTERPRETATION	1	DÉFINITIONS	1
2	Definitions	1	Définitions	1
3	Interpretation consistent with agreements	2	Compatibilité	2
	PURPOSE	2	OBJET	2
4	Purpose	2	Objet	2
	HER MAJESTY	3	SA MAJESTÉ	3
5	Binding on Her Majesty	3	Obligation de Sa Majesté	3
	GENERAL	3	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
6	Causes of action under Part 1	3	Droits et obligations fondés sur la partie 1	3
7	Non-application of agreements to water	3	Non-application des accords aux eaux	3
8	Construction	3	Interprétation	3
	PART 1		PARTIE 1	
	IMPLEMENTATION OF AGREEMENTS GENERALLY	4	MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS BILATÉRAUX	4
	APPROVAL OF AGREEMENTS	4	APPROBATION DE L'ACCORD ET DES ACCORDS BILATÉRAUX	4
9	Agreements approved	4	Approbation	4
	ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS	4	DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES	4
10	Representative on Joint Committee	4	Représentant au comité mixte	4
11	Payment of expenditures	4	Paiement des frais	4
12	Administrative support	4	Soutien administratif	4
	SUBCOMMITTEES AND WORKING GROUPS	4	SOUS-COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL	4
13	Appointments to subcommittees and working groups	4	Nominations	4
14	Costs	4	Frais	4

Canada–EFTA Free Trade Agreement — May 2, 2012

Section	Page	Article	Page
	ORDERS		DÉCRETS
15	Orders re Article 31	15	Décrets : article 31 de l'Accord
	PART 2		PARTIE 2
	RELATED AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS		MODIFICATIONS CONNEXES
	5		5
	CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL ACT		LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR
	5		5
	CUSTOMS ACT		LOI SUR LES DOUANES
	5		5
	CUSTOMS TARIFF		TARIF DES DOUANES
	5		5
	PART 3		PARTIE 3
	COMING INTO FORCE		ENTRÉE EN VIGUEUR
	6		6
*38	Order in council	*38	Décret
	6		6
	SCHEDULES 1 TO 7		ANNEXES 1 À 7
	7		7



S.C. 2009, c. 6

L.C. 2009, ch. 6

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation

Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse

[Assented to 29th April 2009]

[Sanctionnée le 29 avril 2009]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada–EFTA Free Trade Agreement Implementation Act*.

1. *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada–AELÉ.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Agreement”
« Accord »

“Agreement” means the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), signed on January 26, 2008.

« Accord » L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), signé le 26 janvier 2008.

« Accord »
“Agreement”

“bilateral agreement”
« accord bilatéral »

“bilateral agreement” means
(a) the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, signed on January 26, 2008;
(b) the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway, signed on January 26, 2008; or

« accord bilatéral » L'un ou l'autre des accords suivants :
a) l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, signé le 26 janvier 2008;
b) l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège, signé le 26 janvier 2008;

« accord bilatéral »
“bilateral agreement”

	(c) the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation, signed on January 26, 2008.	c) l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse, signé le 26 janvier 2008.	
"EFTA state" « État de l'AELÉ »	"EFTA state" means a member state of the European Free Trade Association, namely: (a) the Republic of Iceland; (b) the Principality of Liechtenstein; (c) the Kingdom of Norway; or (d) the Swiss Confederation.	« comité mixte » Le comité mixte constitué en application de l'article 26 de l'Accord. « État de l'AELÉ » L'un ou l'autre des États membres de l'Association européenne de libre-échange, soit: a) la République d'Islande; b) la Principauté de Liechtenstein; c) le Royaume de Norvège; d) la Confédération suisse.	« comité mixte » "Joint Committee" « État de l'AELÉ » "EFTA state"
"federal law" « texte législatif fédéral »	"federal law" means the whole or any portion of an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an Act of Parliament.	« ministre » Le ministre du Commerce international.	« ministre » "Minister"
"Joint Committee" « comité mixte »	"Joint Committee" means the committee established pursuant to Article 26 of the Agreement.	« texte législatif fédéral » Tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.	« texte législatif fédéral » "federal law"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister for International Trade.		
Publication of agreements	(2) The Agreement and the bilateral agreements shall be published in the <i>Canada Treaty Series</i> .	(2) L'Accord et les accords bilatéraux sont publiés dans le <i>Recueil des traités du Canada</i> .	Publication de l'Accord et des accords bilatéraux
Interpretation consistent with agreements	3. For greater certainty, this Act, any provision of an Act enacted or amended by Part 2 and any other federal law that implements a provision of the Agreement or a bilateral agreement or fulfils an obligation of the Government of Canada under the Agreement or a bilateral agreement shall be interpreted in a manner consistent with the Agreement or bilateral agreement, as the case may be.	3. Il est entendu que la présente loi, les dispositions d'une loi fédérale édictées par la partie 2 et tout autre texte législatif fédéral qui met en œuvre une disposition de l'Accord ou d'un accord bilatéral ou permet au gouvernement du Canada d'exécuter une obligation contractée par lui aux termes de l'Accord ou d'un accord bilatéral s'interprètent d'une manière compatible avec l'Accord ou l'accord bilatéral, selon le cas.	Compatibilité
	PURPOSE	OBJET	
Purpose	4. The purpose of this Act is to implement the Agreement and the bilateral agreements, the objectives of which, as elaborated more specifically through their provisions, are to (a) establish a free trade area in accordance with the Agreement and the bilateral agreements; (b) promote, through the expansion of reciprocal trade, the harmonious development of the economic relations between Canada and the EFTA states in order to foster in Canada and in the EFTA states the advancement of economic activity;	4. La présente loi a pour objet la mise en œuvre de l'Accord et des accords bilatéraux, dont les objectifs, définis de façon plus précise dans leurs dispositions, sont les suivants : a) établir une zone de libre-échange conformément à l'Accord et aux accords bilatéraux; b) favoriser, par l'accroissement des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre le Canada et les États de l'AELÉ et promouvoir ainsi la progression de l'activité économique au Canada et dans ces États;	Objet

(c) provide fair conditions of competition affecting trade between Canada and the EFTA states;

(d) establish a framework for further co-operation between Canada and the EFTA states in the light of developments in international economic relations, in particular with the aim of liberalizing trade in services and increasing investment opportunities; and

(e) contribute, by the removal of barriers to trade, to the harmonious development and expansion of world trade.

c) prévoir des conditions équitables de concurrence dans les échanges commerciaux entre le Canada et les États de l’AELÉ;

d) établir un cadre pour favoriser la coopération entre le Canada et les États de l’AELÉ dans le contexte de l’évolution des relations économiques internationales, particulièrement dans le but de libéraliser le commerce dans le domaine des services et d’accroître les possibilités d’investissement;

e) contribuer, en éliminant les obstacles aux échanges commerciaux, au développement et à l’essor harmonieux du commerce mondial.

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty

5. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

5. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

Obligation de Sa Majesté

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Causes of action under Part 1

6. (1) No person has any cause of action and no proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of Part 1 or an order made under Part 1.

6. (1) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur la partie 1 ou ses décrets d’application, ne peut être exercé qu’avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur la partie 1

Causes of action under agreements

(2) No person has any cause of action and no proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of the Agreement or a bilateral agreement.

(2) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur l’Accord ou un accord bilatéral, ne peut être exercé qu’avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur les accords

Non-application of agreements to water

7. For greater certainty, nothing in this Act, the Agreement or the bilateral agreements applies to natural surface or ground water in liquid, gaseous or solid state.

7. Il est entendu que ni la présente loi, ni l’Accord, ni les accords bilatéraux ne s’appliquent aux eaux de surface ou souterraines naturelles, à l’état liquide, gazeux ou solide.

Non-application des accords aux eaux

Construction

8. For greater certainty, nothing in this Act, by specific mention or omission, shall be construed to affect in any manner the right of Parliament to enact legislation to implement any provision of the Agreement or a bilateral agreement or fulfil any of the obligations of the Government of Canada under the Agreement or a bilateral agreement.

8. Il est entendu qu’aucune des dispositions de la présente loi ne doit s’interpréter, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, comme ayant pour effet de porter atteinte au pouvoir du Parlement d’adopter la législation nécessaire à la mise en œuvre d’une disposition de l’Accord ou d’un accord bilatéral ou à l’exécution des obligations contractées par le gouvernement du Canada aux termes de l’Accord ou d’un accord bilatéral.

Interprétation

PART 1

IMPLEMENTATION OF AGREEMENTS
GENERALLY

APPROVAL OF AGREEMENTS

9. The Agreement and the bilateral agreements are approved.

ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS

10. The Minister is the principal representative of Canada on the Joint Committee.

11. The Government of Canada shall pay its appropriate share of the aggregate of any expenditures incurred by or on behalf of the Joint Committee.

12. The Minister shall designate an agency, division or branch of the Government of Canada to facilitate the operation of, and provide administrative assistance to arbitral tribunals established under, Chapter VIII of the Agreement.

SUBCOMMITTEES AND WORKING GROUPS

13. The Minister may appoint any person to be a representative of Canada on the subcommittee referred to in Article 9 of the Agreement or on any subcommittee or working group established under Article 26 of the Agreement.

14. The Government of Canada shall pay the costs of or its appropriate share of the costs of

(a) the remuneration and expenses payable to members of arbitral tribunals, subcommittees and working groups; and

(b) the general expenses incurred by arbitral tribunals, subcommittees and working groups.

ORDERS

15. (1) The Governor in Council may, for the purpose of suspending benefits or obligations in accordance with Article 31 of the Agreement, by order, do any one or more of the following:

(a) suspend rights or privileges granted by Canada to an EFTA state or to goods of an EFTA state under the Agreement, a bilateral agreement or any federal law;

PARTIE 1

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD ET DES
ACCORDS BILATÉRAUX

APPROBATION DE L'ACCORD ET DES ACCORDS
BILATÉRAUX

9. L'Accord et les accords bilatéraux sont approuvés.

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET
ADMINISTRATIVES

10. Le Canada est représenté au comité mixte par le ministre.

11. Le gouvernement du Canada paie sa quote-part du total des frais supportés par le comité mixte ou en son nom.

12. Le ministre désigne un organisme ou un service de l'administration fédérale pour faciliter la mise en œuvre du chapitre VIII de l'Accord et assurer le soutien administratif des tribunaux arbitraux constitués en vertu de ce chapitre.

SOUS-COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL

13. Le ministre peut nommer les représentants du Canada au sous-comité visé à l'article 9 de l'Accord et aux sous-comités et groupes de travail constitués en vertu de l'article 26 de l'Accord.

14. Le gouvernement du Canada paie les frais ci-après ou sa quote-part de ceux-ci :

a) la rémunération et les indemnités des membres des tribunaux arbitraux, sous-comités et groupes de travail;

b) les frais généraux supportés par les tribunaux arbitraux, sous-comités et groupes de travail.

DÉCRETS

15. (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, en vue de la suspension des avantages et obligations aux termes de l'article 31 de l'Accord :

a) suspendre les droits ou privilèges que le Canada a accordés à un État de l'AELÉ ou à des marchandises d'un État de l'AELÉ en vertu de l'Accord, d'un accord bilatéral ou d'un texte législatif fédéral;

Agreements approved

Representative on Joint Committee

Payment of expenditures

Administrative support

Appointments to subcommittees and working groups

Costs

Orders re Article 31

Approbation

Représentant au comité mixte

Paiement des frais

Soutien administratif

Nominations

Frais

Décrets : article 31 de l'Accord

(b) modify or suspend the application of any federal law enacted by Part 2, with respect to an EFTA state or to goods of an EFTA state;

(c) extend the application of any federal law to an EFTA state or to goods of an EFTA state; and

(d) take any other measure that the Governor in Council considers necessary for that purpose.

b) modifier ou suspendre l'application d'un texte législatif fédéral, édicté par la partie 2, à un État de l'AELÉ ou à des marchandises d'un État de l'AELÉ;

c) étendre l'application d'un texte législatif fédéral à un État de l'AELÉ ou à des marchandises d'un État de l'AELÉ;

d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

Period of order

(2) Unless revoked, an order made under subsection (1) has effect for the period specified in the order.

(2) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) s'applique, sauf révocation, pendant la période qui y est spécifiée.

Durée d'application

PART 2

RELATED AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL ACT

- 16. [Amendment]
- 17. [Amendment]
- 18. [Amendment]
- 19. [Amendment]
- 20. [Amendment]
- 21. [Amendment]
- 22. [Amendment]

CUSTOMS ACT

- 23. [Amendments]
- 24. [Amendments]
- 25. [Amendment]
- 26. [Amendment]
- 27. [Amendment]
- 28. [Amendment]
- 29. [Amendment]

CUSTOMS TARIFF

- 30. [Amendment]
- 31. [Amendment]
- 32. [Amendment]
- 33. [Amendment]
- 34. [Amendment]
- 35. [Amendment]

PARTIE 2

MODIFICATIONS CONNEXES

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

- 16. [Modification]
- 17. [Modification]
- 18. [Modification]
- 19. [Modification]
- 20. [Modification]
- 21. [Modification]
- 22. [Modification]

LOI SUR LES DOUANES

- 23. [Modifications]
- 24. [Modifications]
- 25. [Modification]
- 26. [Modification]
- 27. [Modification]
- 28. [Modification]
- 29. [Modification]

TARIF DES DOUANES

- 30. [Modification]
- 31. [Modification]
- 32. [Modification]
- 33. [Modification]
- 34. [Modification]
- 35. [Modification]

36. [Amendment]

36. [Modification]

37. [Amendments]

37. [Modifications]

PART 3

PARTIE 3

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

***38.** The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Act in force July 1, 2009, *see* SI/2009-38.]

Décret

***38.** Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Loi en vigueur le 1^{er} juillet 2009, *voir* TR/2009-38.]

Accord de libre-échange Canada-AELÉ — 2 mai 2012

SCHEDULES 1 TO 7
[Amendments]

ANNEXES 1 À 7
[Modifications]